



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/L-engagement>

Réflexion

L'engagement

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2016 - N° 1171 - janvier 2016 -

Date de mise en ligne : mercredi 13 avril 2016

Date de parution : janvier 2016

Description :

François Chatel entreprend de répondre à ceux qui s'opposent à un revenu garanti dont le montant permettrait de choisir ses activités, sous prétexte qu'ils sont certains que plus personne ne travaillerait.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Mais plus personne ne voudra plus travailler ! telle est l'affirmation péremptoire d'un grand nombre de gens quand on évoque un revenu inconditionnel garanti et suffisant pour avoir les moyens de ne pas accepter un emploi. François Chatel entreprend ici de revenir sur les fondements de cette idée reçue :

D'abord, un constat : irrémédiablement, le chômage augmente, irrémédiablement, la précarité s'étend et une partie croissante de la population a de plus en plus de difficulté à pourvoir à ses besoins les plus primordiaux.

Face à la réduction des offres d'emplois, certains proposent l'attribution de ce qu'ils appellent un revenu de base. Il faut bien faire attention à ce que cache ce terme. Parce que s'il s'agit d'une allocation de survie, de type RSA, c'est une arnaque qui se situe tout à fait dans l'optique des économistes libéraux pour préserver le capitalisme. Un tel revenu de base, présenté comme une oeuvre sociale sous prétexte qu'il est financé par l'impôt, est en effet le moyen de permettre la réduction des salaires versés par les employeurs, tout en faisant taire les revendications des salariés ! Et comme son montant est "basique", il n'est pas suffisant pour permettre de refuser un emploi jugé indécent, la classe possédante s'en trouverait donc sécurisée : elle pourrait continuer à faire la loi en économie.

Une telle mesure est bien dans l'air du temps. Le vent libéral n'est-il pas en train de souffler dans le sens de "l'ubérisation" ? Cette globalisation du travail au noir peut être présentée comme l'abolition du salariat, mais, attention, pas comme nous le proposons, donc pas pour mettre fin à la marchandisation des activités et relations humaines mais, tout au contraire, pour le remplacer par le précaire, avec suppression du code du travail et de toute la "sécurité sociale" qui est fondée aujourd'hui sur l'emploi salarié...

Le capitalisme, qui est en grande difficulté, compte sur le conditionnement des foules pour le maintenir. Et cela va maintenant jusqu'à sacrifier les lois du travail, pervertir les rapports sociaux et abolir le salariat qui, en économie capitaliste, est le seul pourvoyeur de revenus pour tous ceux qui ne disposent pas d'un capital à "faire travailler" pour eux.

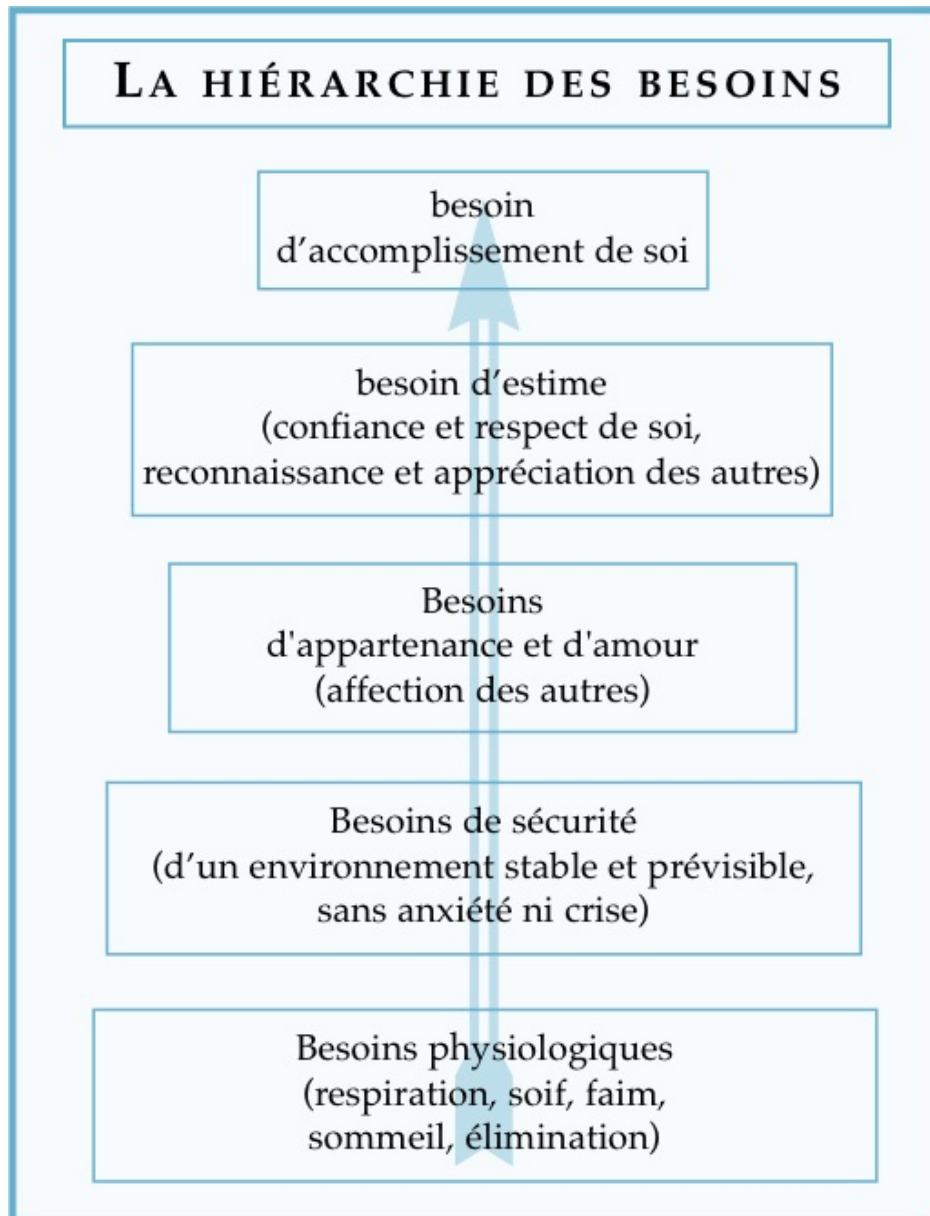
Ce n'est donc ni un revenu de base qu'il s'agit de réclamer, ni le remplacement du salariat par l'ubérisation des activités et des rapports sociaux, mais un revenu universel garanti permettant, sans contrepartie d'un travail obligatoire, d'avoir accès à l'offre produite pour répondre à la demande démocratiquement définie.

État des lieux

Cette solution d'un revenu universel garanti va dans le sens d'un progrès humain parce que c'est davantage de sécurité et de liberté. Pourtant, elle déclenche parfois, un doute quant à la volonté de chacun de participer à la production des biens et des services dont la société a besoin.

Pour réfléchir aux motivations d'une telle volonté, je propose de se référer à la pyramide des besoins de Maslow (tableau ci-dessous). La constatation qui vient immédiatement à l'esprit c'est qu'aujourd'hui, à des degrés divers, mais dans tous les pays, la société capitaliste globalisée ne permet pas à une partie de la population de satisfaire ses besoins les plus primordiaux. Donc certains besoins, d'ordre physiologique et liés à la sécurité matérielle, doivent d'abord être assurés, avant d'attendre quelque évolution de la personne, son engagement volontaire dans la vie sociale par exemple. Car c'est cette assurance qui est la meilleure garantie pour que chacun puisse s'engager dans

l'accomplissement de soi en coopérant avec son entourage. Or, même si le système capitaliste a permis d'améliorer les possibilités matérielles, il ne sait pas distribuer équitablement la richesse produite, et il est incapable de se détacher du domaine matérialiste pour promouvoir un vrai progrès humain, celui qui relève du domaine de l'être.



Pour parvenir à un progrès de cet ordre, c'est donc un vrai changement de système économique qui est indispensable. Une organisation distributive permet cet équilibre entre le souci de répondre aux besoins primordiaux et les capacités de production, en tenant compte de l'état de la planète. Grâce à la sécurité que génère un revenu universel garanti, il est possible de mettre chacun en situation d'aborder alors la recherche d'assouvissement des besoins complémentaires, tels que la reconnaissance et la réalisation de soi, de se démarquer du niveau de l'avoir et de passer un cap, découvrir, expérimenter et développer un domaine bien peu abordé aujourd'hui, celui de l'être.

En système capitaliste, l'enrichissement humain demeure confiné au niveau de l'avoir. La formation, la connaissance, l'engagement social, ne sont pas considérés comme supports pour l'élévation de l'esprit mais comme moyens de mesurer les capacités de chacun à trouver un emploi et un poste au sein de l'énorme machinerie productiviste et commerciale ! Seule la réussite financière, évaluée par les comptes en banque et la possession de capitaux, est considérée gratifiante et honorifique. Hors les territoires conquis dans l'espace des échanges marchands, le reste ne compte pas, n'est pas pris en compte. Alors que dire des besoins situés vers le haut de la pyramide de Maslow, besoins d'appartenance, de reconnaissance et d'accomplissement de soi ?

De même que les besoins primordiaux, la recherche du sentiment d'appartenance se trouve frustrée, puisqu'aujourd'hui faire sa carrière dans une seule entreprise n'est plus pensable, puisqu'embrasser une opinion politique soutenue par un parti est sujet à des revirements et des trahisons décevantes, puisque le rôle de citoyen n'est même plus reconnu pour se prononcer envers des choix politiques et économiques décisifs (protection de l'environnement et du climat, constitution européenne, TAFTA, renflouement des banques, interventions militaires,...) et jusqu'à la famille qui se délite. Le besoin d'estime, ou de reconnaissance, le plus universel, subit le même traitement : il est intégré dans le système productiviste et consumériste de la sphère matérialiste. Les récompenses en favorisent le fonctionnement en se drapant dans la fausse honnêteté du mérite² : attribuées sous forme de gains financiers ou de postes inscrits dans les hiérarchies, elles s'inscrivent dans le maintien de l'ordre du système marchand.

Cette situation conduit chacun à envisager un accomplissement de soi de façon très aléatoire, tributaire d'une loterie sociale tronquée, réduit à une recherche de gratification financière. Même si l'aspiration individuelle à l'accomplissement comporte des éléments intellectuels et psychologiques, le système fait en sorte que la préoccupation première et la direction empruntée soient orientées vers la finance et le commerce.

Nouvelle orientation

L'objectif essentiel d'une société alternative est donc de se libérer de l'emprise de l'argent roi. Un roi qu'il n'est pas nécessaire de guillotiner, mais d'en transformer radicalement le rôle. Par nécessité (environnement et climat), et par choix de vie, parce qu'il n'y a d'avenir pour l'humanité que si elle se libère de l'emprise de la marchandisation.

Le véritable progrès humain passe par une réorientation des activités : satisfaire graduellement l'ensemble des besoins en partant de l'avoir pour parvenir à l'accomplissement de l'être.

Ceux qui doutent encore de la motivation à l'engagement social et professionnel si un revenu suffisant est assuré, sont conscients qu'au-delà des besoins physiologiques, chacun cherche à assouvir d'autres besoins, tels qu'accomplissement de soi, appartenance, reconnaissance. Or ces besoins plus nobles sont aujourd'hui maintenus à l'état larvaire... alors que la libération apportée par une économie de type distributiste ne peut que permettre de nouveaux engagements pour élaborer des réponses dans le domaine de l'être.

L'importance du besoin de reconnaissance est primordiale : « Même quand ils sont au bord de la famine, les hommes ont aussi un besoin vital d'estime et de reconnaissance sociale »³. La qualité des relations sociales, et donc l'équilibre de la société, dépendent de la réponse à ce besoin. Un individu est naturellement dans cette recherche au sein de son groupe d'appartenance (famille, entreprise, commune, etc...), il est ainsi motivé pour un engagement dans la société, pour y tenir un rôle, rôle dont il attend un retour, la réciprocité.

La division d'une société en différentes classes est génératrice de conflits. Pour éviter qu'une société soit ainsi déséquilibrée, il importe que l'égalité politique entre tous les citoyens soit rigoureusement maintenue. C'est pour cela que la reconnaissance de la société envers chacun de ses membres doit être exprimée en dehors du domaine matériel, c'est-à-dire par l'attribution de fonctions, de promotions, de responsabilités nouvelles, de délégations, d'offres de postes dans les comités de gestion, dans l'exécutif, dans les relations extérieures. C'est ce que recommandait H. Laborit, et son idée a été reprise par R. Meshani : pas de hiérarchies de valeurs, mais des hiérarchies de fonctions, de compétences, de responsabilité...

Après le besoin d'estime et de reconnaissance, arrive, tout en haut de l'échelle, le besoin d'accomplissement de soi. Le monde capitaliste le définit et le favorise d'une drôle de façon : en défendant la propriété privée (dont celle des

moyens de production et d'émettre la monnaie), et ce qu'on appelle la "liberté individuelle". Cette faveur accordée à la liberté individuelle et à la propriété privée n'a-t-elle pas pour but d'exacerber la compétition et l'échange marchand en favorisant les penchants humains les plus primaires, dont celui de la dominance qui est à l'origine des hiérarchies de valeurs ? Dans un environnement qui se veut destiné au bien-être de tous, comment rejeter ainsi le fait que l'homme est un être qui vit en société ?

Maîtriser et réguler la production pour sauvegarder notre environnement, évoluer vers une civilisation de l'être et non plus de l'avoir, sont aujourd'hui une urgente nécessité qui impose un réaménagement complet des structures économiques et politiques. Il ne faut pas oublier qu'un être humain n'est rien sans les autres, et tenir compte du besoin de gratification individuel. C'est pour ces deux raisons qu'il faut faire évoluer les critères de gratification du domaine matériel vers le domaine intellectuel. Qu'il faut remplacer la défense de la "liberté individuelle" par celle de l'autonomie de chacun et la propriété privée (formée de l'usus, du fructus et de l'abusus) par le droit d'usage (l'usus).

L'autonomie préserve l'essentiel de la liberté : la liberté d'opinion, la liberté d'entreprendre des activités individuelles et sociales, la possibilité de faire un choix de vie et le poursuivre ; mais, a contrario de la "liberté individuelle", l'autonomie demeure guidée par le sentiment d'appartenance, que ce soit au niveau de la commune, de la région, de la nation, de l'humanité ou de la planète. Elle motive l'expression individuelle au service des autres et par le jeu de la reconnaissance et de la réciprocité, elle revient au service de soi. Ce n'est plus la porte ouverte à l'égoïsme et à la recherche du profit immédiat pour soi, c'est un engagement conduit par la confiance en la solidarité et en la coopération.

L'usage de biens personnels appartient en toute propriété aux personnes qui les achètent avec leur revenu, alors que le reste est propriété collective et fait l'objet d'un système de locations : l'usager en détient alors l'usus.

L'entrepreneuriat

Le besoin essentiel de se réaliser conduit à l'engagement dans une activité professionnelle. Motivé par la recherche de reconnaissance et guidé par le sentiment d'appartenance, chacun s'enquiert, dans une société distributive, pour trouver une formation, une qualification, pour participer à un ou à plusieurs projets de groupe, et parvenir ainsi la réalisation de soi et à la reconnaissance de son investissement personnel.

Certains, parce qu'ils aiment prendre des initiatives, entraîner des groupes, imaginer et créer de nouvelles activités, ont une personnalité qui les pousse vers la création d'entreprise. Faut-il craindre qu'une société distributive serait privée d'une telle source de dynamisme ? Pour répondre à cette question, passons en revue chacune des sept raisons qui sont aujourd'hui reconnues pour se lancer dans cette direction. Le candidat à l'entrepreneuriat recherche :

1" la reconnaissance.

Cette motivation générale est inhérente à l'être humain parce qu'il est un être social. Elle demeure donc, mais sans être identifiée, comme aujourd'hui, à une recherche de performance.

2" une certaine indépendance puisque "le patron" décide de son emploi du temps, de ses activités et avec qui il va travailler.

L'entrepreneur n'est plus le "patron" de droit en tant que propriétaire des moyens de production, et donc aussi des produits ; il est celui qui a pris l'initiative de l'entreprise, qui en a reçu la charge, ce qui fait de lui le responsable du

groupe et lui confère une certaine autorité, ce qui peut être aussi une source de motivation.

3" la responsabilité de son destin, car il faut assumer les risques inhérents aux orientations des clients et gérer parfois les problèmes importants. Motivation inchangée.

4" la création. En tant que créateur de fonctions professionnelles pour les autres, de partenariats avec d'autres entreprises, associations, institutions, etc... et développeur de produits et de méthodes nouveaux.

Motivation inchangée.

5" la réalisation de soi par l'investissement dans un métier choisi, en tant qu'acteur d'une aventure réelle dans laquelle l'entrepreneur est amené à inventer des solutions, à traverser des obstacles, à vivre exalté par la tension du stress, avec en plus l'objectif de connaître la réussite.

Motivation inchangée.

6" le moyen de vivre bien.

7" le moyen de trouver une solution à la pénurie actuelle d'emplois.

Par contre, ces deux dernières raisons disparaissent. Or ces motivations ne font pas partie des réponses au besoin d'accomplissement de soi, mais répondent aux besoins primordiaux et de sécurité qui figurent en première et seconde positions dans la pyramide de Maslow et qu'une société distributive a précisément pour objectif d'assurer en priorité pour tous.

Comparons

Comparons les raisons qui sont susceptibles de freiner ou d'empêcher l'entrepreneuriat dans les deux systèmes, le capitaliste et le distributif.

Certaines sont similaires : celles qui concernent des doutes psychologiques sur les capacités personnelles, elles sont du même ordre que celles ressenties par un aventurier avant de se lancer.

Par contre, celles relatives aux moyens de mettre en oeuvre un projet présentent des différences importantes. Ce qu'on vante dans le capitalisme sous le terme de "liberté d'entreprendre" est en réalité une voie réservée, car ne sont libres d'entreprendre que ceux qui possèdent assez de biens pour rassurer investisseurs, banquiers et autres usuriers. Mais pour tous les autres, réunir aujourd'hui les sommes nécessaires pour monter une entreprise, oblige à effectuer un parcours du combattant, et c'est, en fait, un énorme frein à cette pseudo liberté. D'autant plus que les candidats à la libre entreprise ne savent pas sur quel revenu personnel ils peuvent compter, ils risquent même fort, au moins dans les premiers temps, d'en manquer. Et s'il s'avère qu'après investissements, l'affaire n'est pas rentable, ils s'enfoncent dans l'endettement...

Cet obstacle, et il est de taille, est évidemment supprimé par le revenu universel garanti en économie distributive (ED). Quant au risque d'échec, il est d'abord beaucoup moins grand et en outre il est partagé, parce que l'étude

préalable est différente. Elle consiste à s'assurer de la solidité de l'engagement du candidat entrepreneur, de sa compétence, de ses aptitudes ou de son expérience pour réaliser son projet qui, soit répond à des besoins déjà reconnus, soit est soumis au débat citoyen, qui seul peut empêcher ou retarder sa concrétisation.

Enfin, beaucoup d'entrepreneurs en herbe ont une hantise aujourd'hui : les impôts, les charges, les échéances, qui empêchent les embauches et peuvent faire capoter l'entreprise. Encore un obstacle levé en ED, puisque tout projet accepté est financé intégralement, sans impôts ni intérêts à servir. La seule contrainte exigée de l'entreprise est donc de respecter le contrat passé en menant à bien la production de biens ou de services attendue. « Il n'est évidemment pas question que [l'entrepreneur ou] la coopérative ait ensuite à rembourser cet apport, encore moins de payer des intérêts à qui que ce soit. Sa seule obligation est de remplir son contrat en fournissant les produits comme prévu, en quantité, en qualité, et en temps, pour qu'ils soient vendus aux consommateurs aux prix fixés. Et tout contrat peut, évidemment, être renouvelé ou modifié sur demande. »⁵

Concluons

On le constate, l'argent du système capitaliste se comporte en parasite, non seulement envers la société et envers la nature, mais aussi envers l'individu : il détourne le sens profond de son besoin de réalisation et d'accomplissement. Le doute, ancré dans beaucoup d'esprits, quant à la motivation de chacun pour un engagement dans des activités professionnelles et entrepreneuriales sans l'appât d'un gain ou d'un salaire, a vraiment la peau dure, alors qu'il ne repose que sur des affirmations fausses, d'un autre siècle, établies en fonction des intérêts de l'époque.

La progression phénoménale du numérique, de la robotisation et de l'informatique est un potentiel de production prodigieux. Mais ces possibilités ne devraient être utilisées qu'à condition minimiser l'empreinte humaine sur l'équilibre environnemental. Dans ce contexte, il est certain que l'activité productive laissée à l'homme va devenir dérisoire, elle va faire place à des activités principalement créatrices, scientifiques, sociales, politiques, écologiques, philosophiques, artistiques... Il faut pour cela une organisation économique fondamentalement différente de l'économie capitaliste. Il importe que chacun puisse offrir de son temps pour se réaliser socialement en convenant d'un contrat civique dans une ou plusieurs activités choisies, pour une mission, un projet, une étude, etc... et que chacun puisse convenir de l'équilibre entre son temps personnel et celui qu'il consacre aux activités sociales, pour répondre à ses besoins d'appartenance, de reconnaissance et d'accomplissement de soi, la société "distributive" lui assurant de quoi assouvir ses besoins primordiaux. L'équilibre de cette société de demain s'établira en parvenant ainsi à un échange consenti et recherché entre soi-même et les autres, guidé par un rapport de réciprocité.

Références : 1. K. Polanyi, La grande transformation. 2. François Chatel, Le mérite se mérite-t-il ?, GR 1168. 3. Maslow : un modèle dépassé mais parlant..., Alternatives Economiques n° 267 - mars 2008. 4. Rémy Bigot, Pourquoi entreprendre ? La question qui tue !, Entreprise, 6 janvier 2015. 5. Que devient la libre entreprise ? Et la PME ?, foire aux questions, février 2012, www.economieedistributive.fr.